



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 30 octobre 2024 – N° 158

Neuf heures quarante

Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Vachon sur le sujet suivant : *La fête de l'Halloween dans la circonscription de Vachon.*
- Le député de l'Acadie sur le sujet suivant : *Souligner le 30^e anniversaire de l'organisme Bois Urbain.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Vers une zone d'innovation de la sécurité publique et civile du Haut-Richelieu... en passant par un centre d'innovation!*
- La députée de Verdun sur le sujet suivant : *Reconnaissance envers l'organisme la Maison d'accueil des nouveaux arrivants pour l'organisation du Gala de reconnaissance de l'héritage interculturel et féliciter les lauréats 2024.*
- La députée de Saint-François sur le sujet suivant : *Hommage à M. Jean-Michel Longpré, protecteur et promoteur du patrimoine.*
- Le député de Taschereau sur le sujet suivant : *Saluer la fondation de l'organisme Le Répit Basse-Ville.*
- Le député de Portneuf sur le sujet suivant : *M. Mikaël Fiset : un acte héroïque à Donnacona.*
- Le député de Saint-Jérôme sur le sujet suivant : *Félicitations au QGDA, un appui formidable à la relève entrepreneuriale!*
- Le député de Taillon sur le sujet suivant : *Souligner les 40 ans du Centre Communautaire le Traité D'Union.*
- La députée de Saint-Hyacinthe sur le sujet suivant : *Hommage aux organismes et aux corporations de loisirs de Saint-Hyacinthe.*
- La députée de Brome-Missisquoi sur le sujet suivant : *Hommage à M. Ralph Gilman, un citoyen d'exception.*
- La députée d'Anjou-Louis-Riel sur le sujet suivant : *La TOHU célèbre ses 20 ans de cirque à Montréal.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) **documents**
 b) **rapports de commissions**
 c) **pétitions**

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) **Projet de loi n° 73**
Loi visant à contrer le partage sans consentement d'images intimes et à améliorer la protection et le soutien en matière civile des personnes victimes de violence
Présenté par le ministre de la Justice le **3 octobre 2024**

- 2) **Projet de loi n° 74**
Loi visant principalement à améliorer l'encadrement relatif aux étudiants étrangers
Présenté par le ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration le **10 octobre 2024**

- 3) **Projet de loi n° 76**
Loi visant principalement à accroître la qualité de la construction et la sécurité du public
Présenté par le ministre du Travail le 2 octobre 2024
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **29 octobre 2024**

Étude détaillée en commission

- 4) **Projet de loi n° 32**
Loi instaurant l'approche de sécurisation culturelle au sein du réseau de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre responsable des Relations avec les Premières Nations et les Inuit le 9 juin 2023
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 14 septembre 2023
Principe adopté le **4 juin 2024**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 5) **Projet de loi n° 61**
Loi édictant la Loi sur Mobilité Infra Québec et modifiant certaines dispositions relatives au transport collectif
Présenté par la ministre des Transports et de la Mobilité durable le 9 mai 2024
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 18 septembre 2024
Principe adopté le **26 septembre 2024**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

- 6) **Projet de loi n° 63**
Loi modifiant la Loi sur les mines et d'autres dispositions
Présenté par la ministre des Ressources naturelles et des Forêts le 28 mai 2024
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 1^{er} octobre 2024
Principe adopté le **8 octobre 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

- 7) **Projet de loi n° 67**
Loi modifiant le Code des professions pour la modernisation du système professionnel et visant l'élargissement de certaines pratiques professionnelles dans le domaine de la santé et des services sociaux
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 4 juin 2024
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 24 septembre 2024
Principe adopté le **25 septembre 2024**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

- 8) **Projet de loi n° 69**
Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie le 6 juin 2024
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 24 septembre 2024
Principe adopté le **3 octobre 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles
- 9) **Projet de loi n° 71**
Loi visant à améliorer l'accompagnement des personnes et à simplifier le régime d'assistance sociale
Présenté par la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire le 11 septembre 2024
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 22 octobre 2024
Principe adopté le **24 octobre 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 10) **Projet de loi n° 77**
Loi modifiant principalement des lois instituant des régimes de retraite du secteur public
Présenté par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 9 octobre 2024
Principe adopté le **22 octobre 2024**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

- 11) **Projet de loi n° 72**
Loi protégeant les consommateurs contre les pratiques commerciales abusives et offrant une meilleure transparence en matière de prix et de crédit
Présenté par le ministre de la Justice le 12 septembre 2024
Principe adopté le 19 septembre 2024, et
Renvoyé à la Commission des institutions
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 9 octobre 2024
Rapport de la Commission des institutions déposé le **24 octobre 2024**

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 12) Projet de loi n° 190
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **1^{er} décembre 2022**
- 13) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **8 décembre 2022**
- 14) Projet de loi n° 192
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**
- 15) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1^{er} février 2023**
- 16) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **2 février 2023**
- 17) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**
- 18) Projet de loi n° 197
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**

- 19) Projet de loi n° 198
Loi modifiant le Code civil afin d'assurer une plus grande protection aux locataires âgés contre les reprises de logement ou les évictions
Présenté par la députée de Sherbrooke le 21 février 2023
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de Vimont le **28 mars 2024**
- 20) Projet de loi n° 199
Loi visant une meilleure protection du consommateur contre les contrats de crédit abusifs
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **23 février 2023**
- 21) Projet de loi n° 390
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**
- 22) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d'une école à projet particulier
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**
- 23) Projet de loi n° 392
Loi concernant la suspension de la délivrance de nouveaux claims miniers et mettant fin à la préséance des droits miniers et gaziers sur les autres usages du territoire
Présenté par la députée de Verdun le **18 avril 2023**
- 24) Projet de loi n° 393
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Verdun le **6 avril 2023**
- 25) Projet de loi n° 394
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille-travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **5 décembre 2023**
- 26) Projet de loi n° 395
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale de Matane-Matapédia par Matane-Matapédia-Mitis
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **11 avril 2024**

- 27) Projet de loi n° 396
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d’y prévoir l’atteinte d’une capitalisation de 100 milliards de dollars
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**
- 28) Projet de loi n° 397
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d’enseignement dispensant des services de l’éducation préscolaire, d’enseignement au primaire ou d’enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**
- 29) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur l’instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d’adaptation ou d’apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l’école
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**
- 30) Projet de loi n° 399
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d’obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 31) Projet de loi n° 490
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l’Assemblée nationale
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**
- 32) Projet de loi n° 491
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**
- 33) Projet de loi n° 492
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **18 avril 2023**

- 34) Projet de loi n° 493
Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l'immigration
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**
- 35) Projet de loi n° 494
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d'un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**
- 36) Projet de loi n° 495
Loi visant à lutter contre l'accaparement des terres agricoles
Présenté par la députée de Verdun le 26 septembre 2023
Reprise du débat ajourné au nom du député de Jonquière le **31 janvier 2024**
- 37) Projet de loi n° 496
Loi visant à reconnaître l'amiral blanc en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le **9 juin 2023**
- 38) Projet de loi n° 499
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par le député de Jean-Lesage le **5 octobre 2023**
- 39) Projet de loi n° 591
Loi visant principalement à renforcer le contrôle de l'action gouvernementale par un député en lui reconnaissant un droit de visite des institutions administratives
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 mars 2024**
- 40) Projet de loi n° 593
Loi modifiant le Code civil afin d'interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**
- 41) Projet de loi n° 596
Loi modifiant principalement la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme afin de permettre aux municipalités d'adopter un règlement relatif au zonage différencié visant à accroître et à pérenniser l'offre de logements sociaux ou abordables
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 octobre 2023**

- 42) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Verdun le **1^{er} février 2024**
- 43) Projet de loi n° 599
Loi modifiant principalement la Loi sur le régime de rentes du Québec afin d'abolir la réduction de la rente de retraite de la personne qui bénéficie d'une rente d'invalidité entre 60 ans et 65 ans
Présenté par le député de Maurice-Richard le **20 février 2024**
- 44) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec afin de corriger une iniquité envers les retraités invalides
Présenté par la députée de La Pinière le 23 novembre 2023
Reprise du débat ajourné le **7 décembre 2023**
- 45) Projet de loi n° 691
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **7 décembre 2023**
- 46) Projet de loi n° 693
Loi favorisant la contribution active à la société des prestataires du Programme de solidarité sociale
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **22 février 2024**
- 47) Projet de loi n° 694
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de lutter plus efficacement contre l'alcool au volant
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2024**
- 48) Projet de loi n° 695
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Nelligan le **14 mars 2024**
- 49) Projet de loi n° 697
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **23 avril 2024**

- 50)** Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin d’y consacrer le droit à un logement décent
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2024**
- 51)** Projet de loi n° 790
Loi visant à étendre aux usagers hébergés dans une résidence à assistance continue l’application du Règlement concernant les modalités d’utilisation de mécanismes de surveillance par un usager hébergé dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre d’hébergement et de soins de longue durée
Présenté par la députée de D’Arcy-McGee le **22 mai 2024**
- 52)** Projet de loi n° 791
Loi permettant à des organismes publics de transport en commun de développer des projets immobiliers aux abords ou au-dessus de leurs infrastructures de transport en commun
Présenté par le député de Nelligan le **1^{er} mai 2024**
- 53)** Projet de loi n° 792
Loi visant à accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **30 mai 2024**
- 54)** Projet de loi n° 796
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d’Arthabaska par celui d’« Arthabaska-L’Érable »
Présenté par le député d’Arthabaska le **30 mai 2024**

Étude détaillée en commission

- 55)** Projet de loi n° 194
Loi instaurant une présomption de consentement au don d’organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023
Principe adopté le **9 juin 2023**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 56)** Projet de loi n° 201
Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights
Présenté par la députée d'Argenteuil le **20 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 57)** Projet de loi n° 203
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale
catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **19 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

- 58)** 29 octobre 2024
Motion du député de Saint-Henri–Sainte-Anne

QUE l'Assemblée nationale constate la fermeture de plusieurs dizaines de classes de francisation partout au Québec;

QU'elle demande au gouvernement du Québec de s'engager à réinstaurer les services de francisation en milieu scolaire qui ont été interrompus dans les dernières semaines et à prendre tous les moyens nécessaires pour éviter de nouvelles fermetures de services dans ces milieux.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée.

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandats réglementaires

- Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux, du CISSS de la Montérégie-Centre et des CIUSSS de l'Estrie-CHUS et de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal sur le chapitre 2 du rapport de mai 2023 du Vérificateur général intitulé « Octroi de contrats de gré à gré : en vertu du décret d'urgence sanitaire, ou pour obtenir des places d'hébergement et de la main-d'œuvre indépendante ».
- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion et sur ses engagements financiers.
- Audition du Tribunal administratif du logement sur sa gestion administrative, sur ses engagements financiers et sur le rapport annuel du Protecteur du citoyen.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 63**, Loi modifiant la Loi sur les mines et d'autres dispositions (mandat confié le 8 octobre 2024).
- **Projet de loi n° 69**, Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 3 octobre 2024).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 201**, Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights (mandat confié le 20 avril 2023).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 71**, Loi visant à améliorer l'accompagnement des personnes et à simplifier le régime d'assistance sociale (mandat confié le 24 octobre 2024).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 77**, Loi modifiant principalement des lois instituant des régimes de retraite du secteur public (mandat confié le 22 octobre 2024).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 73**, Loi visant à contrer le partage sans consentement d'images intimes et à améliorer la protection et le soutien en matière civile des personnes victimes de violence (mandat confié le 22 octobre 2024).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 32**, Loi instaurant l'approche de sécurisation culturelle au sein du réseau de la santé et des services sociaux (mandat confié le 4 juin 2024).
- **Projet de loi n° 67**, Loi modifiant le Code des professions pour la modernisation du système professionnel et visant l'élargissement de certaines pratiques professionnelles dans le domaine de la santé et des services sociaux (mandat confié le 25 septembre 2024).
- **Projet de loi n° 203**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscope catholique romaine de Montréal (mandat confié le 19 avril 2023).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 74**, Loi visant principalement à améliorer l'encadrement relatif aux étudiants étrangers (mandat confié le 29 octobre 2024).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 9 juin 2023).

Mandats réglementaires

Interpellation :

- Du député de Rosemont au ministre de la Santé sur le sujet suivant : *La montée de la privatisation dans les soins de santé au Québec* (avis donné le 24 octobre 2024).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 61**, Loi édictant la Loi sur Mobilité Infra Québec et modifiant certaines dispositions relatives au transport collectif (mandat confié le 26 septembre 2024).

COMMISSION SPÉCIALE SUR LES IMPACTS DES ÉCRANS ET DES RÉSEAUX SOCIAUX SUR LA SANTÉ ET LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES

Consultations particulières :

- Les impacts des écrans et des réseaux sociaux sur la santé et le développement des jeunes.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au feuillet du mercredi*

- 155) Mme Caron (La Pinière) – **11 septembre 2024**
À la ministre responsable des Aînés

Le 3 mai dernier, la ministre annonçait vouloir redonner aux CLSC leurs lettres de noblesse et en faire la porte d'entrée principale des aînés pour l'accès aux soins et aux services. Elle visait ainsi lancer un projet pilote dans les dix CLSC les plus performants, la création d'un nouveau corps d'emploi et une implantation à travers les 300 installations d'ici l'automne 2025.

Près de quatre mois se sont écoulés depuis cette réaction au rapport de la Commissaire à la santé et au bien-être, Mme Castonguay, qui recommandait notamment la création d'une porte d'entrée unique pour les aînés dans le but d'aider les usagers à naviguer dans le système de santé.

La ministre peut-elle nous indiquer la liste des CLSC sélectionnés pour le projet pilote, les budgets de fonctionnement de chacun et la description d'emploi des agents d'information spécialisés en programmes aînés?

- 156) Mme Caron (La Pinière) – **11 septembre 2024**
À la ministre responsable des Aînés

Lors de l'étude des crédits budgétaires du 23 avril dernier, je questionnais la ministre sur la contribution financière des résidents de CHSLD en lien avec leur statut familial. Je donnais comme exemple le cas d'un couple séparé depuis plusieurs années, mais non divorcé, dont les revenus d'un ex-conjoint servent au calcul de la contribution de l'autre conjoint hébergé en CHSLD même si les deux sont séparés depuis des dizaines d'années. Cette façon de faire peut occasionner des injustices et fausser la réalité financière de certains usagers.

Dans sa réponse, le sous-ministre adjoint, M. Sylvain Gagnon, a dit que des travaux sont en cours à l'interne avec la Direction des finances du MSSS pour faire l'examen de la capacité financière des usagers et faire une mise à jour des contributions demandées en tenant compte notamment du cadre familial.

De plus, M. Gagnon a confirmé que les travaux en cours devaient se terminer avec une proposition finale au cours des prochains mois.

Près de cinq mois se sont écoulés depuis l'étude des crédits, est-ce que la ministre peut déposer le résultat de ces travaux et un échéancier de la mise en œuvre de la grille des nouveaux barèmes qui seront considérés par le ministère pour l'hébergement en CHSLD et en Maison des aînés et maison alternative?

157) Mme Prass (D'Arcy-McGee) – **12 septembre 2024**

Au ministre responsable des Services sociaux

Selon un article paru dans le journal Le Devoir le 21 mars dernier, le tableau de bord du ministère de la Santé et des Services sociaux présentait des incohérences dans les délais d'attente en psychiatrie. Les données officielles recensaient 13 personnes en attente de voir un psychiatre à Montréal, alors qu'il y en aurait 2000 en Mauricie et Centre-du-Québec, et cinq fois plus aux Îles-de-la-Madeleine. Claire Gamache, présidente de l'Association des médecins psychiatres du Québec, qualifiait ces chiffres d'« invraisemblables », affirmant que des milliers de patients attendent dans les régions touchées par une pénurie de psychiatres.

Les CIUSSS de Montréal semblent retirer des patients de la liste d'attente lorsqu'ils sont dirigés vers le Guichet d'accès en santé mentale adulte (GASMA), une pratique critiquée qui minimise l'ampleur réelle des besoins. Bien que le ministère reconnaisse des lacunes dans la comptabilisation des données, il continue alors de les afficher telles quelles.

Est-ce que le ministre peut nous indiquer si aujourd'hui, les données reflètent fidèlement la réalité?

Comment le ministère assure-t-il la mise à jour et la fiabilité de ces informations?

159) M. Beauchemin (Marguerite-Bourgeoys) – **18 septembre 2024**

À la ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie

En mai 2024, le Conseil de l'innovation du Québec a dévoilé les résultats pour l'année 2024 de la Grande enquête sur l'innovation québécoise.

Malgré le fait que la proportion des entreprises ayant entrepris au moins un projet d'innovation ait bondi de 18 points de pourcentage depuis la dernière enquête, le déclin des dépenses en recherche et développement a également été souligné.

En effet, le pourcentage du PIB des dépenses en recherche et développement des entreprises québécoises a diminué de 25 %. Le Conseil de l'innovation du Québec juge ce déclin préoccupant, notamment si celui-ci est comparé à la moyenne des pays de l'OCDE qui s'affiche à +32 %.

Est-ce que la ministre a un plan pour redresser cette tendance au Québec ?

165) Mme Prass (D'Arcy-McGee) – **24 septembre 2024**

Au ministre responsable des Services sociaux

Lors d'une annonce effectuée par le ministre à Dolbeau-Mistassini le 6 août 2024, il a été question d'un projet d'hébergement permanent présentant un « haut seuil d'acceptabilité » dans la Ville de Dolbeau-Mistassini.

Est-ce que le ministre peut préciser ce que signifie concrètement l'expression « haut seuil d'acceptabilité » ? De plus, comment ce seuil est-il évalué par le ministre, et quels sont les critères spécifiques utilisés pour définir un tel seuil ?

Est-ce que des consultations auprès de la population ont eu lieu ?

166) Mme Prass (D'Arcy-McGee) – **25 septembre 2024**

Au ministre responsable des Services sociaux

Le nombre de personnes en situation d'itinérance ne cesse de croître, et une proportion de plus en plus importante d'entre elles souffrent de troubles de santé mentale, rendant difficile l'accès à des services adaptés à leurs besoins.

Le ministre a récemment annoncé des fonds supplémentaires destinés aux personnes en situation d'itinérance vivant avec des troubles de santé mentale sévères.

Le ministre peut-il préciser quels critères ou conditions sont utilisés pour définir ces troubles de santé mentale sévères?

169) Mme Maccarone (Westmount–Saint-Louis) – **25 septembre 2024**

Au ministre de la Justice

Le 15 mai dernier, le ministre déposait un règlement concernant la désignation des États étrangers où les règles et les pratiques en matière de grossesse pour autrui répondent aux exigences prévues au Code civil.

À la suite de cette prise de position de la part du gouvernement, je m'inquiète des conséquences que pourraient subir les familles québécoises.

Premièrement, la décision du gouvernement d'exclure une partie du Canada, notamment le Nouveau-Brunswick, est incompréhensible. Il est bien connu que les Québécois et les Néobrunswickois sont unis linguistiquement et partagent ainsi des liens indéniables. Le fait d'exclure cette province est en mon sens désavantageux pour les Québécois francophones puisqu'autant les parents que l'enfant pourront difficilement développer des liens significatifs avec la mère porteuse.

De plus, j'ai constaté que, malgré le règlement, l'exclusion de certaines provinces canadiennes apporte une certaine confusion aux futurs parents et peut mettre à mal leurs projets parentaux. En effet, il subsiste un risque réel que la filiation des futurs enfants ne soit pas reconnue au Québec, sans oublier les parents qui ne seront pas admissibles aux prestations du Régime québécois d'assurance parentale. C'est pourquoi je crois qu'il serait opportun d'offrir le meilleur accompagnement possible aux familles qui se préparent à accueillir un enfant.

Le ministre peut-il indiquer si, à l'instar de l'adoption internationale, il a l'intention de faire évoluer son règlement afin d'y inclure plus de flexibilité, d'autres juridictions de la francophonie et l'ensemble des provinces canadiennes?

170) M. Ciccone (Marquette) – **26 septembre 2024**
Au ministre de la Santé

Le 26 août dernier, dans son communiqué de presse, le Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs (CCID) a souligné que depuis l'entrée en vigueur de la réglementation interdisant la vente de saveurs de vapotage au Québec, il y a maintenant dix mois, le gouvernement peine toujours à faire respecter cette loi.

Le CCID dénonce qu'il existe encore près de 400 vapoterie délinquantes et que ces dernières contournent la loi en vendant des saveurs soi-disant destinées à l'eau, mais conçues pour être mélangées à des liquides de nicotine non aromatisés.

D'ailleurs, certains commerçants ont déjà déclaré ne pas connaître exactement ce qu'il y a dans ces saveurs-là et avançant même la possibilité de produits potentiellement cancérigènes, si inhalés.

Est-ce que le ministre peut s'engager à étudier attentivement la proposition mise de l'avant par le Conseil canadien de l'industrie des dépanneurs (CCID) ou toute autre proposition susceptible de rapidement mettre fin au commerce illégal des saveurs de vapotage?

171) M. Morin (Acadie) – **26 septembre 2024**

Au ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

Le 25 septembre dernier, Le Journal de Chambly publiait un article intitulé « Un délai injuste ». Cet article soulignait la triste histoire de Madame Christine Hallé, une citoyenne de la circonscription du ministre, souffre des délais administratifs imposés par le gouvernement caquiste relativement au regroupement familial.

Le constat est profondément triste et inhumain. Madame Hallé est aux prises avec un très grand stress qui affecte sa santé mentale. D'ailleurs, les délais d'attente trop longs au Québec sont documentés et la séparation trop longue des conjoints est insoutenable. Son projet de vie commune est sur pause et ce, uniquement parce qu'elle vit au Québec.

En effet, le journal rapporte que, contrairement aux Canadiens vivant dans les autres provinces, les Québécois doivent attendre de deux à quatre ans plutôt que 13 mois dans les autres provinces. Un délai trois fois plus long en moyenne à cause d'une décision du gouvernement.

Est-ce que le ministre peut traiter ce cas dans sa circonscription et agir rapidement afin de permettre à cette citoyenne de pouvoir vivre au Québec avec son conjoint? Cette attente a de graves conséquences sur sa santé mentale. Qu'est-ce que le ministre répond à cette citoyenne de sa circonscription?

172) Mme Cadet (Bourassa-Sauvé) – **1^{er} octobre 2024**

Au ministre de la Langue française

Le Rapport annuel 2023-2024 sur l'application de la Charte dans les organismes de l'Administration autres que les institutions parlementaires fait état, en sa page 28, de 35 plaintes reçues par des ministères liées à un manquement allégué à une obligation de la Charte de la langue française.

Le ministre pourrait-il nous indiquer les ministères visés par ces plaintes, le nombre de plaintes par ministère, la nature du manquement allégué et si les plaintes ont été jugées fondées?

173) Mme Cadet (Bourassa-Sauvé) – **2 octobre 2024**

Au ministre de la Langue française

Le Rapport annuel de gestion 2023-2024 du ministère de la Langue française fait état, en sa page 4, de l'obligation pour les organismes de l'Administration auxquels s'applique la Politique linguistique de l'État et qui entendent utiliser une autre langue que le français d'adopter une directive destinée à leur personnel afin d'indiquer les règles de conduite applicables en matière linguistique en leur sein et les exceptions possibles.

Il y est précisé que les ministères et organismes avaient jusqu'au 1^{er} juin 2024 pour produire une telle directive.

Le ministre peut-il nous indiquer quels ministères et organismes ont produit une telle directive à ce jour?

174) Mme Cadet (Bourassa-Sauvé) – **2 octobre 2024**

Au ministre de la Langue française

Le Rapport annuel de gestion 2023-2024 du ministère de la Langue française fait état de la non-atteinte de la cible prévue pour l'indicateur 2.2.1, soit le pourcentage des organismes de l'Administration visés par la Politique linguistique de l'État déclarant utiliser les outils en matière d'exemplarité.

Le résultat pour l'année 2023-2024 est de 57 % alors que l'objectif fixé par le ministère était de 60 %.

Considérant l'importance que revêt l'exemplarité linguistique de l'État, le ministre peut-il s'engager personnellement à ce que la cible soit atteinte l'an prochain et peut-il indiquer quelles mesures il compte mettre en place afin que ce soit le cas?

175) Mme Cadet (Bourassa-Sauvé) – **2 octobre 2024**

Au ministre de la Langue française

Le Rapport annuel 2023-2024 de l'Office québécois de la langue française et de la Commission de toponymie fait état, en sa page 13, d'un processus d'inspection établi en vertu de l'article 167 de la Charte de la langue française afin de vérifier la conformité des employeurs aux dispositions législatives visant à encadrer l'exigence de la connaissance d'une autre langue que le français pour l'accès à un poste ou le maintien en poste, notamment par recrutement, embauche, mutation ou promotion.

Le rapport nous apprend qu'après analyse de 500 offres d'emplois dans le secteur de la finance et des assurances ainsi que dans le secteur du commerce de détail, 9 entreprises sur 10 ne respectent pas les nouvelles dispositions de la Charte.

Le ministre peut-il nous indiquer quelles mesures additionnelles il compte mettre en place afin que les obligations prévues par la Charte soient mieux connues des entreprises de ces secteurs et soient respectées?

176) Mme Cadet (Bourassa-Sauvé) – **3 octobre 2024**

Au ministre de la Langue française

Le Rapport annuel de gestion 2023-2024 du ministère de la Langue française fait état de la non-atteinte des cibles prévues en ce qui concerne la présence des membres de minorités visibles et ethniques (MVE) au sein de l'effectif régulier et occasionnel du ministère.

Les résultats sont en deçà des cibles pour toutes les régions d'affectation, sauf la Capitale-Nationale.

De même, nous constatons qu'aucun des membres de minorités visibles et ethniques (MVE) ne fait partie du personnel d'encadrement du ministère, malgré une cible de représentativité de 6 %.

Le ministre peut-il nous indiquer les actions qu'il compte prendre pour atteindre ces objectifs?

177) Mme Cadet (Bourassa-Sauvé) – **3 octobre 2024**

Au ministre de la Langue française

Le Rapport annuel 2023-2024 de l'Office québécois de la langue française et de la Commission de toponymie fait état, en ses pages 46 à 49, de nombreuses cibles non-atteintes en matière d'embauche des membres des minorités visibles et ethniques (MVE) et de leur présence au sein de l'effectif régulier et occasionnel de l'Office.

On y apprend que les taux d'embauche des membres des groupes cibles pour un statut d'emploi régulier ou occasionnel sont en baisse constante ces dernières années, bien en deçà de l'objectif de 25 %.

De même, le taux de présence des membres des minorités visibles et ethniques (MVE) dans l'effectif régulier et occasionnel de l'Office est en diminution, en deçà des cibles fixées.

Sachant que l'Office a augmenté son effectif global de plus de 70 ETC en 2023-2024, le ministre peut-il nous indiquer pourquoi ces cibles n'ont pas été atteintes et les mesures qu'il compte prendre personnellement afin de s'assurer de leur atteinte dans le futur?

178) Mme Cadet (Bourassa-Sauvé) – **3 octobre 2024**
Au ministre de la Langue française

Le Rapport annuel de gestion 2023-2024 du ministère de la Langue française indique que la Direction de la francophonie canadienne est désormais sous la responsabilité du ministère. En page 14 du rapport, il est fait état de la non-atteinte de l'engagement portant sur les normes de services visant le traitement dans un délai maximal de 60 jours des demandes relatives aux programmes de cette direction.

Le résultat pour l'année 2023-2024 est de 36 % alors que l'objectif fixé par le ministère était de 85 %.

Le ministère évoque plusieurs raisons pour justifier cette non-atteinte, dont l'implantation d'une nouvelle plateforme de gestion des subventions, des délais pour confirmer le cofinancement de projets en coopération intergouvernementale et des délais imputables au transfert de la Direction au sein du ministère.

Le ministre peut-il nous brosser un portrait de la situation pour les six premiers mois de l'année fiscale 2024-2025 et nous confirmer, si la tendance se maintient, que l'engagement de 85 % sera atteint au 31 mars prochain?

179) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **3 octobre 2024**
À la ministre des Transports et de la Mobilité durable

Pour une deuxième année consécutive, le service de traverse maritime Rimouski–Forestville a été suspendu. Ce lien saisonnier établi depuis 25 ans joue un rôle essentiel pour le Bas-Saint-Laurent et la Côte-Nord. Radio-Canada rapportait récemment qu'un nouveau promoteur s'est manifesté pour opérer la traverse.

Ma question est la suivante :

Compte tenu de l'importance de la traverse Rimouski-Forestville pour les résidents, les travailleurs et les entreprises de la région, le gouvernement du Québec envisage-t-il de mettre en place un soutien financier ou une stratégie spécifique pour assurer la reprise et la pérennité de ce service, tout en tenant compte des défis liés aux coûts d'exploitation et à l'accessibilité pour les usagers?

180) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **3 octobre 2024**
À la ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie

Depuis 2022, la Ville de Rimouski et la municipalité de Grande-Rivière travaillent activement à l'implantation d'une zone d'innovation, la zone bleue, afin de favoriser la recherche, l'innovation, le développement industriel et l'entrepreneuriat dans le domaine maritime. L'annonce officielle de la création de la zone bleue est toujours grandement attendue dans l'Est-du-Québec.

Mes questions sont les suivantes :

- La ministre peut-elle confirmer si le gouvernement prévoit toujours la mise en place de cette zone d'innovation?
- Si oui, quel est l'échéancier prévu pour son implantation?
- Sinon, quelles sont les raisons justifiant un éventuel report ou abandon de cette initiative?

181) M. Cliche-Rivard (Saint-Henri–Sainte-Anne) – **8 octobre 2024**
Au ministre de la Justice

Le 17 novembre 2022, le projet de loi fédéral C-5 visant à modifier le Code criminel et la Loi réglementant certaines drogues et autres substances recevait la sanction royale nécessaire pour qu'il devienne loi (loi 15) et soit dès lors applicable à l'ensemble des provinces canadiennes. Bien que visant à abolir les sanctions minimales, cette loi a également ouvert la porte à la déjudiciarisation de possession simple de drogues.

Considérant que le Québec n'a pas de procureurs fédéraux et qu'il revient ainsi au ministre de la Justice d'émettre des orientations claires quant à l'application de cette loi, ma collègue, la députée de Sherbrooke questionnera ce dernier quelques mois plus tard, le 22 mars 2023, pour savoir comment il comptait donner suite à l'entrée en vigueur de cette loi. Par ailleurs, l'Association des intervenants en dépendance du Québec (AIDQ) organisera à la fin mars 2023 un forum précisément sur le chapitre 15 du Code criminel dans l'objectif que la province se dote d'une Politique d'application pour la réduction des méfaits. En outre, le regroupement invitera le ministère à prendre part au forum pour y partager des clarifications sur l'application de loi, mais essuiera un refus.

Le 27 avril 2023, la députée de Sherbrooke recevra réponse à sa question écrite. Dans cette dernière, il est indiqué que le ministre de la Justice prévoit des mesures de rechange au processus judiciaire traditionnel, qu'il a développé une approche adaptée à la loi et qu'une orientation a d'ailleurs été publiée à ce sujet le 24 avril 2023 dans la Gazette officielle. Le ministre assure aussi continuer à travailler en étroite collaboration avec le milieu communautaire. Or, les travailleurs du milieu communautaire, voire l'ensemble des intervenants du réseau de la santé et des services sociaux n'ont pourtant jamais été avisés de la nouvelle orientation, au même titre que les corps policiers. Le 25 avril 2023 au lendemain de l'avis du ministre, le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) modifie sa directive « DRO-1 », destinée strictement aux procureurs. Ladite modification n'est aucunement une consigne à l'effet de ne pas déposer des accusations dans les cas de possession simple de stupéfiants, elle ne fait qu'ajouter des critères permettant aux procureurs d'évaluer l'opportunité d'engager des poursuites.

Puis, en juillet 2024, nous apprenons via un article diffusé par Radio-Canada que les services de police Montréal, Laval, Gatineau, Sherbrooke, Châteauguay et Granby ne sont toujours pas au courant autant de la nouvelle orientation, que de la directive. Ainsi continuent-ils d'appliquer la loi en faisant remonter des cas de possession simple au DPCP, même si celui-ci ne donnera peut-être pas de suite à ces dossiers. Avec toute la perte de temps et d'argent que cela représente, le tout, dans un contexte de surcharge du travail des policiers, en plus des impacts humains pour les personnes qui se retrouvent pris dans les rouages judiciaires.

Fin septembre, soit un peu plus d'un an après l'entrée en vigueur de l'orientation, j'apprends via une demande d'accès à l'information déposée auprès du ministère que dans les 4 mois qui ont suivi la mise en application de la nouvelle directive, 5069 causes criminelles avec chef de possession de drogue ont été ouvertes. Parmi elles, seuls 5 dossiers ont fait l'objet d'une non-judiciarisation. Par ailleurs, je viens aussi d'apprendre via une demande d'accès à l'information déposée au SPVM que depuis avril 2023, le nombre de dossiers avec infraction de possession simple est plus important qu'avant le dépôt de la nouvelle orientation du ministre. Qui plus est, le SPVM n'a toujours pas reçu d'information supplémentaire et/ou cadre de mise en œuvre pour l'application de cette nouvelle orientation. Ainsi, un peu plus d'un an après son entrée en vigueur, force est de reconnaître que des clarifications et directives sont plus que nécessaires.

Mes questions au ministre de la Justice :

- Prend-il l'engagement de mobiliser de façon cohérente l'ensemble des acteurs concernés (milieu juridique, force policière, santé publique, réseau de la santé et des services sociaux incluant le milieu communautaire et les usagers, élus), de manière à intégrer une vision partagée entourant la déjudiciarisation de la possession simple?
- Peut-il rendre accessible le cadre d'évaluation de la nouvelle orientation ministérielle permettant d'en mesurer l'efficacité?

183) Mme McGraw (Notre-Dame-de-Grâce)– **8 octobre 2024**

À la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire

Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 avait pour ambition de réduire significativement la pauvreté au Québec. L'une des mesures clés de ce plan consistait à sortir 100 000 personnes de la pauvreté, en mobilisant diverses initiatives et ressources visant à améliorer les conditions de vie des plus vulnérables.

Alors que la période couverte par ce plan touche à sa fin, il est essentiel de dresser un bilan des résultats concrets obtenus pour s'assurer de l'efficacité des actions entreprises.

À cet égard, j'aimerais savoir combien de personnes ont réellement été sorties de la pauvreté au Québec depuis le début de ce plan.

184) M. Morin (Acadie)– **9 octobre 2024**

Au ministre de la Justice

Actuellement au Québec, il coûte à un citoyen 65 \$ pour faire faire une apostille au Québec. C'est le double de ce que ça coûte en Ontario et 6 fois ce que ça coûte en Colombie-Britannique.

Le ministre de la Justice peut-il nous indiquer pourquoi il y a une si grande différence de coût entre le Québec et les autres provinces canadiennes?

185) M. Morin (Acadie) – **9 octobre 2024**

Au ministre de la Justice

Lors des consultations du projet de loi n° 56, la Chambre des notaires nous a informés qu'elle planchait sur l'élaboration de nouvelles pratiques et formations pour permettre aux notaires d'avoir une démarche claire à suivre pour s'assurer du consentement de tous les partis lors d'actes notariés.

Le ministre de la Justice s'est basé sur cette information pour ne pas inclure, dans son projet de loi sur la réforme du droit de la famille, de mesures plus précises sur le sujet.

Cela fait presque 8 mois que le projet de loi a été déposé et ça fait 5 mois qu'il a été sanctionné.

Est-ce que le ministre de la Justice peut nous faire part des actions qu'il a entreprises afin de s'assurer que tout sera prêt pour l'entrée en vigueur de la loi le 30 juin 2025?

186) M. Zanetti (Jean-Lesage) – **24 octobre 2024**

Au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Dans le plan d'action 2019-2024 de la *Politique québécoise de gestion des matières résiduelles* (PQGMR), l'action 22 visant à « Favoriser l'émergence d'approches complémentaires pour détourner des matières résiduelles » prévoit « L'établissement de critères de valorisation énergétique par règlement » d'ici 2022.

1. Est-ce que ces critères ont été établis et, si oui, quand seront-ils rendus publics?
2. S'ils ne l'ont pas encore été, quand le ministre prévoit-il combler cette lacune à son plan d'action, qui se terminera bientôt?

187) Mme Caron (La Pinière) – **24 octobre 2024**
Au ministre responsable des Services sociaux

Lors de la période des affaires courantes du 28 mars dernier, j'ai questionné le ministre sur l'entente nationale qui régit les ressources intermédiaires.

En réponse, il a affirmé : « On se rend compte que l'augmentation des coûts de construction, l'inflation, ça a un impact sur leurs... sur les services qu'ils offrent et sur leur financement. ». De plus, il a ajouté : « Un des points de discussion qu'on a actuellement, c'est la composante immobilière, comment on peut aider à ce niveau-là pour s'assurer que toutes les RI restent ouvertes...».

Maintenant que six mois se sont écoulés depuis cette déclaration à l'Assemblée nationale, est-ce que le ministre peut m'informer de l'état des discussions quant à la composante immobilière avec l'ARIHQ?

188) Mme Garceau (Robert-Baldwin) – **29 octobre 2024**
Au ministre de la Culture et des Communications

Le 22 octobre dernier, l'Association des bibliothèques publiques du Québec publiait son Portrait national 2024 des bibliothèques publiques québécoises. Cette analyse qui se base sur le nombre d'acquisitions, les heures d'ouverture, la superficie, le nombre de places assises, et les ressources humaines, nous permet de constater l'état de l'offre bibliothécaire dans la province.

On constate à la lecture des différents indicateurs que la situation est encore loin d'être idéale pour nos bibliothèques publiques. En effet, malgré une faible augmentation des résultats pour la superficie et les places assises, on constate que la situation s'est dégradée en ce qui concerne les heures d'ouverture, les acquisitions et les ressources humaines. Concernant cette dernière catégorie, le rapport mentionne qu'il manque 1 853 employées et employés ETC, 765 techniciennes et techniciens ETC et 489 bibliothécaires afin de s'assurer du bon fonctionnement de nos bibliothèques.

La lecture du document nous révèle aussi que la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean est la pire de la province en obtenant un résultat global de 50 % alors que la moyenne québécoise est de 66 %.

Considérant l'importance de l'accès à la lecture, est-ce que le ministre de la Culture et des Communications peut nous informer des actions qu'il compte entreprendre pour améliorer la situation de nos bibliothèques publiques et s'assurer qu'elles reçoivent les moyens de leurs ambitions?

189) M. Cliche-Rivard (Saint-Henri–Sainte-Anne) – **30 octobre 2024**
Au ministre responsable des Services sociaux

Selon l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), il y a eu entre juillet 2023 et juin 2024 le dénombrement de 619 décès reliés à une intoxication suspectée aux opioïdes ou autres drogues (incluant les stimulants). Plus spécifiquement, « suivant la période relativement stable de l'année 2021, une augmentation du nombre de cas a été observée du printemps 2022 jusqu'à la fin de l'année, suivi d'une augmentation à partir du deuxième trimestre de 2023. Le nombre moyen de décès de janvier à juin 2024 (moyenne de 53 décès / mois) est plus élevé que celui observé pour la même période en 2023 (moyenne de 39 décès / mois) et en 2022 (moyenne de 42 décès / mois) ».

La crise des surdoses est bien réelle et elle gagne du terrain au Québec, et comme le ministre le dit lui-même, c'est « une grande préoccupation ». Le ministre responsable disait aussi récemment dans une entrevue donnée au quotidien *Le Devoir* que le gouvernement « a investi 6,1 millions de dollars l'an dernier, dont 1,6 million pour Montréal, pour combattre la crise ». Il ajoutait avoir « fait une grande campagne publicitaire sur les médias sociaux et à la télévision pour sensibiliser les gens », mentionnant que « c'est important de passer le message que ça ne touche pas seulement la population en situation d'itinérance » et que « la majorité des décès ont lieu dans des résidences privées ».

Or, il existe un antidote sécuritaire qui permet d'inverser temporairement les effets d'une surdose d'opioïdes : la naloxone. Depuis 2017, un programme de gratuité de la naloxone est lancé sur tout le territoire québécois à la suite d'une entente entre l'Association québécoise des pharmaciens propriétaires et le ministère de la Santé et des Services sociaux. Selon l'INSPQ, « Ce programme permet à toute personne, citoyen québécois ou non, de se procurer une trousse de naloxone gratuitement dans une pharmacie au Québec ».

Je souhaite porter à l'attention du ministre une barrière à l'accessibilité de la naloxone. Le principal canal de distribution pour la population c'est à la pharmacie, cependant, il existe un stigmate, puisque le pharmacien doit le noter à notre dossier de santé. C'est une barrière qui en limite malheureusement plusieurs citoyens dans nos efforts collectifs de prévenir des décès. En ce sens, nous entendons souvent que l'un des codes de facturation prévus par la Régie de l'assurance maladie du Québec à l'intention des pharmaciens permette d'identifier que la personne n'est pas une personne utilisatrice d'opioïdes : or, il n'en reste pas moins que cette information risque de ne pas être interprétée correctement par après si elle n'était pas gardée secrète, ou si le professionnel de la santé ou l'employeur, le cas échéant, n'était pas pleinement informé des nuances. C'est assez pour décourager et c'est une barrière administrative évitable.

Ainsi, de nombreux citoyennes et citoyens nous font part que la note au dossier de santé qui suit la remise d'une trousse de naloxone par le pharmacien les décourage. On ne peut pas leur en vouloir, depuis quand s'équiper pour intervenir en situation d'urgence devrait se faire au risque de teinter son dossier de santé? Ces mêmes personnes nous disent qu'une mesure permettant d'accéder à la naloxone de façon réellement anonyme changerait positivement l'accès de la population générale à la naloxone, puisqu'il serait véritablement non engageant et non stigmatisant de s'en procurer à des fins de prévention.

Mes questions au ministre responsable des Services sociaux :

Qu'attend le ministre responsable pour contribuer directement à sauver de nombreuses vies et mieux rejoindre la population générale en s'engageant à ce que la RAMQ prévoise un code de facturation spécifique pour la remise de naloxone de façon anonyme?

Le gouvernement peut-il nous donner un calendrier clair des démarches qu'il entend effectuer auprès de la RAMQ afin de lever cette barrière administrative et sauver des vies?

Si les efforts de sensibilisation déployés par le gouvernement fonctionnent, mais que la population générale doit s'en remettre aux pharmacies afin d'avoir accès à la naloxone, pourquoi ne priorisons-nous pas l'efficacité administrative de ce canal de distribution afin qu'il soit pleinement utilisé?

190) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **30 octobre 2024**
À la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor

Le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) est le plus gros employeur au Québec avec environ 1 million d'employés, ou quelque 24 % des travailleuses et travailleurs québécois. La majorité des employés du secteur public et parapublic sont des femmes, soit près des trois quarts. L'employeur est aussi le législateur, ce qui le place dans une position délicate au regard de la Loi sur l'équité salariale (LÉS) et de son application.

Or, dans le cadre des exercices du maintien de l'équité salariale, on sait aussi que la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) peine à faire ses enquêtes dans des délais raisonnables. Elle a rendu une première décision sur le maintien 2010 plus de 13 ans après le dépôt de plaintes des travailleuses du secteur public et parapublic. Encore à ce jour, elle enquête pour l'exercice du maintien 2015, plus de 8 ans après la fin de la période couverte. La CNESST devrait commencer à traiter les plaintes du maintien 2020 dans le cadre du processus de conciliation, ce qui laisse envisager, encore une fois, de longs délais. La LÉS est pourtant une loi fondamentale devant contribuer à mettre fin à la discrimination basée sur le sexe au Québec. Les raisons semblent nombreuses pour toujours repousser le traitement de cet important dossier qui vise à corriger cette injustice de rémunération envers les femmes.

Les enseignantes, une profession à prédominance féminine, attendent toujours que leur travail soit reconnu à sa juste valeur, comme en témoignent les nombreuses plaintes en équité déposées depuis plusieurs années. Si elles ont fait des avancées sur le plan salarial depuis 2020, et plus particulièrement au sortir des négociations de 2023, il n'en demeure pas moins que leur dossier de contestation de rangement n'est pas réglé, et ce, depuis plusieurs années, selon le système d'évaluation des emplois à 17 sous-facteurs. Pourtant, la reconnaissance du travail des enseignantes à sa juste valeur pourrait contribuer à attirer une relève dans ce secteur en pénurie.

Questions :

- Que fait le SCT pour s'assurer que la CNESST dispose des ressources humaines nécessaires pour que les délais d'enquête ne soient pas déraisonnables au regard de la LÉS, comme l'a d'ailleurs souligné le Protecteur du citoyen dans une décision de 2024?
- Quels délais pour le traitement des plaintes sont jugés acceptables pour le SCT comme administrateur? Compte tenu de sa responsabilité administrative, a-t-il donné des balises à cet effet?
- Considérant l'accumulation des dossiers à traiter, quel objectif le SCT se fixe-t-il pour rattraper le retard relatif au traitement des dossiers liés à l'équité salariale?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

- a) 12 septembre 2023
Loi visant à rendre accessibles les documents issus de l'enquête menée par le commissaire-enquêteur Bernard Grenier au sujet des activités illégales d'Option Canada à l'occasion du référendum de 1995 – *député de Camille-Laurin*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS